



Déclaration Liminaire du CTL du 7 novembre 2017

Monsieur le Président,

La DGFIP est morte !

Bruno PARENT l'a souhaité à la DGI, il l'a réalisé à la DGFIP !

Après à peine 9 ans, notre administration, pourtant en perpétuel mouvement, de par ses missions ou de par la gestion de ses personnels, est déjà en train de dépérir !

Construite dans la douleur, comme une fusion-absorption, plutôt que dans le dialogue et la concertation, notre administration est la cible des politiques gouvernementales menées par un chef d'orchestre qui avait, dans un esprit vengeur, comme seul but sa destruction avant de se retirer d'ici quelques semaines !

Monsieur le Président, nous ne supporterons plus de vous entendre encore une fois prendre la défense de M PARENT qui, droit dans ses bottes, applique, avec zèle, ses politiques, sans prendre ses responsabilités de Directeur Général en veillant à la protection de son administration mais surtout des agents qui y travaillent !

35,73 % d'agents de la DDFiP du Pas-de-Calais en grève le 10 octobre 2017 ;

35,73 % d'agents de la DDFiP du Pas-de-Calais qui ont exprimé, sans filtre, leur peur de l'avenir professionnel et personnel ;

35,73 % d'agents de la DDFiP du Pas-de-Calais, dont vous avez la responsabilité, ont exprimé leur souffrance et leur crainte de l'avenir avec plus de force et plus massivement que la moyenne nationale.

Les agents de la DGFIP souffrent et l'expriment par divers canaux : leurs représentants en instance, la rue, en manifestant, le baromètre social par leur franchise, mais aussi, et **malheureusement**, par des dépressions, des burn out, des suicides ou des tentatives de suicide.

Nationale et/ou locale, quelles réponses à l'expression de ce malaise croissant ?

Le mépris de la société envers l'image véhiculée des Services Publics et de ses agents, l'absence de reconnaissance de nos gouvernants et de notre hiérarchie, et plus encore le continué du rythme effréné de réformes quelles soient « fonction publique » et/ou « DGFIP » !

Pendant ce temps, Bercy joue les fakes news, Isabelle ou Jean-Baptiste spament nos BALF et Gérald et Bruno mettent en émoi toute la DDFiP pour un passage fantôme ! Ceci pourrait être croquignolet, si ce déploiement d'énergie avait des effets bénéfiques sur nos collègues, mais une nouvelle fois que nenni !

Constater le mal-être de vos agents au travers d'outils de mesures sociaux, reconnaître ses erreurs, comme au travers des sujets qui nous réunissent ce jour, c'est déjà un premier pas. S'excuser, en passant dans nos services face à des agents malmenés par des réformes à l'application (ou aux applications) « douloureuse (s) » c'est une chose. Mais ça ne change rien !

Par contre, être honnête, et, à l'image de votre homologue du Nord, oser, face aux importants dégâts de vos réformes, en décider l'arrêt, chercher des solutions concrètes pour améliorer les conditions de vie au travail de vos agents et demander l'arrêt des suppressions d'emplois serait nettement plus payant et marquerait votre reconnaissance.

La DDFiP du Pas-de-Calais parvient à remplir l'essentiel de ses missions grâce à la conscience professionnelle de ses agents, ou du moins de ceux qui subsistent et résistent après tant d'années de suppressions massives de postes.

Ces charges de travail toujours plus lourdes, menées à bout de bras et parfois à bout de fatigue par vos agents ne mériteraient-elles pas, Monsieur le Président, une récompense autre qu'un sempiternel merci ?

Est-ce qu'offrir les ponts naturels que vous prévoyez d'imposer ne serait pas l'occasion de marquer votre reconnaissance d'une manière enfin tangible ? Plus réelle ? Plus vraie ? Et plus appréciée ?

Le système d'entraide entre les SPF, tel un cataplasme sur une jambe de bois, n'a pour effet que la justification des besoins de renfort, la mise en place de l'accueil personnalisé sur RDV n'a pas eu (je cite) « les effets escomptés » et le point d'étape sur l'expérimentation PRS Nord-Dircofi Nord est plutôt mitigé. Ces réformes ne comptent pas parmi les plus emblématiques que l'on ait connu, c'est certain ; alors faites enfin preuve d'honnêteté.

Que se passera-t-il le 1er septembre 2018, quand le dossier emplois impactera certainement les SPF débordés ?

Pourquoi étendre l'APRDV (un agenda partagé?!) à 3 autres sites au risque de créer des problématiques de gestion liées à l'accueil multi-canal ? Pourquoi ne pas laisser nos accueils continuer à travailler comme actuellement sans y ajouter de difficultés supplémentaires ? N'en ont-ils pas déjà suffisamment ?

La supra-régionalisation, synonyme d'éloignement du siège des prises de décisions, n'a jusqu'alors pas apporté de preuve d'efficacité dans l'exercice de nos missions.

Monsieur le Président,

En tant que responsable de notre grand département du Pas-de-Calais et fort d'une longue expérience au travers des différents départements que vous avez traversés, une question mérite votre réponse d'agent de la DGFIP :

« Quel sera d'après vous, le visage, le paysage, de notre administration, de notre DDFiP d'ici 4 ans si le frein n'est pas enclenché ? »

Le PLF 2018 voté, les suppressions d'emplois vont s'amonceler, les restructurations vont s'accélérer, la priorisation (si ce n'est la privatisation) deviendra notre seule mission.

Bruno en a rêvé, Macron l'a fait ! L'unité syndicale est plus que fragilisée, le massacre peut continuer !

Agents de la DDFiP, tous les syndicats dénoncent depuis des années, la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques), la MAP (Modernisation de l'Action Publique), la Démarche Stratégique, l'ASR (Adaptation des Structures et du Réseau), PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations), le PAS (Prélèvement A la Source) et demain le CAP 22 (Comité Action Publique 2022). **SOLIDAIRES Finances Publiques 62**, souvent pris pour un oiseau de mauvais augure, vous en a informé au travers de ses déclarations, de ses HMI ou de ses visites de sites. Malheureusement, la catastrophe est là !

Agent de la DDFiP, en tant que citoyen, c'est à vous de choisir la voie de notre administration !

En fin de déclaration, **SOLIDAIRES Finances Publiques**, syndicat professionnel à la DGFIP, prend ses responsabilités et appelle à la **GREVE** au sein de notre administration

le jeudi 23 novembre 2017

et appelle à un rassemblement devant BERCY, ce jour là, date du Comité Technique de Réseau pour la déclinaison nationale du dossier « **SUPPRESSIONS D'EMPLOIS 2018** ».

**ON NE PEUT PAS GAGNER SANS COMBATTRE,
et LE COMBAT C'EST TOUS ENSEMBLE !**

Vos élus **SOLIDAIRES Finances Publiques 62**

Wilfried GLAVIEUX, Delphine FACON, Sandrine BUQUET

Philippe COLIN, Laurence MOUTIN-LUYAT

